Colloque international

LES DÉFIS DU COMMERCE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Europe - Amérique latine - Caraïbes

Agence française de développement
3 place Louis Armand, Paris

25 et 26 mai 2023

© Ambre Verschaeve

Institut des Amériques
MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Liberté Égalité Fraternité
EU-LAC Foundation Fundación EU-LAC
AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT
SEMAINES DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES
UNION EUROPÉENNE
UBO Université de Bretagne Occidentale
UNIVERSITÉ HAUTE-ALSACE

Colloque IdA-EULAC-MEAE-AFD 2023

LES DÉFIS DU COMMERCE DES MATIÈRES PREMIÈRES
Europe - Amérique latine – Caraïbes

25 et 26 mai 2023

Coordination scientifique :
Yvanne Bouvet (Université de Bretagne Occidentale)
Audrey Sérandour (Université de Haute-Alsace, CRESAT, PRODIG)

Dans un contexte d'augmentation de la demande en ressources, d'inquiétudes sur la finitude des réserves et de volonté de transition socio-écologique, les pays européens redécouvrent en ce début de XXIe siècle les enjeux liés aux matières premières non-renouvelables (minerais, hydrocarbures, sable…). Les États qualifient de plus en plus de minerais comme critiques ou stratégiques et les investisseurs cherchent à sécuriser leurs approvisionnements. Cela rappelle à quel point les scénarios de transition reposent avant tout sur des réalités physiques, matérielles, localisées. Les régions de production, de transformation et de consommation sont rarement les mêmes ; et les flux de matières premières, notamment énergétiques, montrent qu'il existe toujours des relations de domination entre ces régions.

L'Amérique latine et les Caraïbes font partie des espaces où se situent d'importants gisements de matières premières. L'exploitation de ces dernières y a même structuré un système économique et sociopolitique, mis en place à l'époque coloniale et qui s'est consolidé au fil des siècles pour devenir – dans le cadre de la mondialisation contemporaine – une dépendance aux exportations de ces ressources et au marché mondial. Si les compagnies transnationales jouent aujourd'hui un rôle clé dans l'industrie extractive latino-américaine, un certain nombre d'Etats cherchent à affirmer leur participation et leur contrôle sur ce secteur, car les activités minières constituent une importante source de revenus de court terme, pouvant être utilisés pour soutenir des politiques publiques en matière de santé, d'éducation, de logement, etc.

De l'autre côté de l'Atlantique, l'Europe a surtout été l'un des espaces de consommation de matières premières, ce qui a largement façonné les relations historiques tissées avec l'Amérique latine et les Caraïbes. C'est aussi l'une des régions du monde où s'affirment aujourd'hui les injonctions à la transition énergétique, qui mobilise une diversité toujours plus grande de minerais. En tant que zone d'importation d'une partie de la production minière latino-américaine, l'Europe et les acteurs européens – qu'il s'agisse d'institutions comme l'Union européenne ou d'investisseurs privés – ont un rôle à jouer dans les logiques de développement du secteur minier latino-américain, notamment par la mise en place de normes socio-environnementales et techniques. D'un continent à l'autre, les matières premières constituent

toujours des enjeux à la fois économiques et politiques, mais aussi environnementaux et sociaux. Comment concilier le besoin d'une diversité croissante de matières premières, qui provoque une avancée des fronts extractifs, avec les impératifs de protection de l'environnement et de respect des droits sociaux, mais aussi les attentes des acteurs locaux en termes de retombées économiques ? Quels modèles de développement et de gouvernance peuvent être mis en place autour de l'exploitation des ressources ? Est-il possible de construire des coopérations régionales et bi-régionales, quand au niveau national le débat se cristallise autour des enjeux de souveraineté énergétique ou de souveraineté sur les gisements ? Et, plus largement, comment dépasser l'asymétrie des relations entre les pays fournisseurs de matières premières et les pays qui investissent, achètent, puis transforment ces produits ?

À l'articulation entre les continents, acteurs publics comme investisseurs privés déploient des stratégies de maîtrise des chaînes de valeur des matières premières. Afin de sortir de leur dépendance aux exportations de produits bruts, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes misent sur l'industrialisation des ressources : fabriquer des batteries, plutôt que de vendre du carbonate de lithium, par exemple. Or, la longue histoire de spécialisation productive du continent se traduit par un manque de ressources humaines, dont la formation prend du temps et nécessite des investissements, qu'ils soient publics ou privés. De leur côté, pour assurer leurs besoins en ressources pour la transition écologique, les pays européens multiplient les plans de relance minière. Cette réponse face à un sentiment d'urgence est toutefois contrainte par la temporalité de tels projets, ainsi que par de l'émergence de critiques et contestations locales, souvent elles-mêmes portées par un argumentaire environnemental.

Finalement, les enjeux stratégiques autour des matières premières posent la question de l'échelle à laquelle penser l'exploitation et la régulation des ressources, ainsi que le devenir des espaces post-miniers, dans le contexte de transition socio-écologique. Ils soulèvent également la question des temporalités dans lesquelles s'inscrivent ces préoccupations.

25 mai

Accueil
10h30-11h

Session d'inauguration
11h-11h45

- **Françoise MOULIN CIVIL**, présidente, Institut des Amériques
- **Philippe ORLIANGE**, directeur Géographies, Agence française de développement
- **Adrián BONILLA**, directeur exécutif, Fondation EU-LAC
- **Philippe BASTELICA**, secrétaire général des Semaines de l'Amérique latine et des Caraïbes, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- **Yvanne BOUVET** et **Audrey SÉRANDOUR,** coordinatrices scientifiques

Conférence inaugurale
11h45-12h30

- **Sébastien TREYER**, directeur général, Institut du développement durable et des relations internationales

Cocktail déjeunatoire
12h30-14h

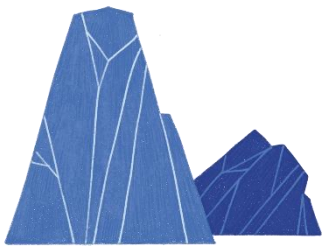


Table ronde 1 - Concilier besoins en matières premières et volonté de préservation de l'environnement

14h-15h45

Le modèle de transition énergétique que les États européens veulent mettre en place vise à limiter l'usage de ressources carbonées, tout en permettant une utilisation respectueuse de l'environnement. Ce nouveau modèle peut-il faire sortir l'activité minière de l'impasse prédatrice où elle a grandi ? Alors que l'extraction de ressources non-renouvelables porte en elle la non-durabilité de son exploitation, il est attendu que son impact environnemental soit contenu. Par quels mécanismes de compensation et de régénération les acteurs industriels et étatiques cherchent-il à atténuer les impacts sociaux ainsi que les pertes de biodiversité et d'écosystèmes provoqués par l'intensification des activités extractives ? Est-il possible d'internaliser les coûts environnementaux et sociaux de l'exploitation dans la valeur des matières premières ? La limitation des atteintes à l'environnement, l'amélioration des conditions de vie des populations locales peuvent permettre de considérer autrement le rôle et le coût des matières premières, en prenant en compte les valeurs rendues par les milieux naturels et sociaux qui vont subir l'extraction. Au-delà de la question de l'impact sur l'environnement, le caractère énergivore de l'industrie extractive pose la question de son impact climatique et, par conséquent, de la conciliation avec les engagements internationaux en termes d'émission de gaz à effet de serre.

Modération : **Mathilde ALLAIN**, maîtresse de conférences en science politique à l'IHEAL et chercheuse au CREDA

Interventions confirmées :

- **Maristella SVAMPA**, chercheuse en sociologie au Conicet-Argentine, membre du Pacte Éco Social et interculturel du Sud

- **Pia MARCHEGIANI,** directrice de la politique environnementale à la Fundación Ambiente y Recursos Naturales (FARN) ; chercheuse associée dans le programme d'études globales à Flacso- Argentine

- **Solène REY-COQUAIS**, docteure en géographie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, chercheuse associée à l'UMR Prodig et chargée d'enseignement à l'Ecole normale supérieure (Paris).

- **Nicolas LECONTE,** conseiller métaux critiques et transition énergétique Direction de la diplomatie économique, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

26 mai

Table ronde 2 - Penser une "transition juste" d'un bout à l'autre des filières : matières premières, emplois et protection sociale

14h-15h45

La transition dite "juste" promet de sortir du rapport de domination entre États producteurs et États consommateurs et prescripteurs, marqué par une division du travail et des revenus. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la création d'emplois qualifiés peut constituer une manière de sortir des logiques de transfert de compétences par exemple. Elle peut se faire en s'appuyant sur les formations techniques et supérieures, associant les chercheurs et le développement industriel, que ce soit dans les secteurs publics ou privés. La valorisation des matières premières pourrait-elle ainsi participer à l'émergence d'une génération nouvelle d'industrie d'extraction et de transformation en Amérique latine, diminuant les impacts socio-économiques négatifs existants ? Au-delà de l'amélioration des niveaux de vie des populations situées dans ces espaces extractifs, les investisseurs européens peuvent-ils être maîtres d'ouvrage de la mise en place d'une protection des travailleurs, associée à la garantie des droits du travail ? Ces changements doivent être opérés avec les acteurs concernés et dans un dialogue social progressif et inclusif. Les écarts de niveau de vie entre Nord et Sud compliquent l'acceptabilité sociale et morale des matières premières utilisées pour la transition énergétique. Or, le respect de la valeur humaine est au centre du concept de durabilité à travers les prismes de l'environnement, de l'économie et du social. En Europe, dans les pays consommateurs de matières premières, comment ces enjeux de protection des travailleurs sont-ils intégrés aux pratiques des entreprises et aux politiques promouvant cette transition dite juste ?

Modération : **Claude LE GOUILL**, chargé de recherche à l'IRD-SENS. UMR SENS (IRD / Cirad / Université Paul-Valéry Montpellier 3)

Interventions confirmées :

- **Froukje BOELE**, responsable des politiques publiques et des programmes régionaux au Centre pour la conduite responsable des entreprises de l'OCDE

- **Gilles RECOCHE,** directeur Responsabilité, Engagement et Communication d'Orano Mining

- **Kim AUMONIER**, chargée de projet – Renforcement de capacités, SHERPA

- **Fernando ANDRADE HENAO**, spécialiste régional du changement climatique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Programme des Nations unies pour le développement

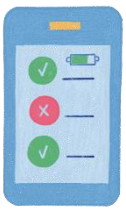


Table ronde 3 - Intégrer les chaînes de valeur et imaginer des coopérations (bi-) régionales : quelle géopolitique des matières premières ?

16h-17h45

États et investisseurs privés ne partagent pas les mêmes échelles d'analyse pour la mise en œuvre de l'exploitation des matières premières. Si les capitaux naturels se construisent sur des temps géologiques, l'exploitation des ressources est beaucoup plus récente et l'actuelle demande accélère leur rythme de valorisation. Les matières premières sont recherchées partout, sur terre comme sous la mer, bousculant les frontières, générant des luttes d'influence et des recherches d'alliances diplomatiques. Dans le cadre de cette géopolitique des matières premières, comment envisager une plus forte coopération entre Europe et Amérique latine qui puisse conduire à l'autonomie énergétique de chacune de ces régions ? L'intégration des chaînes de valeur peut-elle participer à un renforcement de cette coopération ? A travers un équilibrage des chaînes de valeur prend également forme la possibilité d'éloigner d'autres acteurs tout aussi ambitieux de valoriser les matières premières, comme la Chine ou les États-Unis d'Amérique. Dans cette géographie politique des ressources, quelles caractéristiques de la demande européenne – que ce soit en termes de standards de consommation ou pour des raisons matérielles – peuvent amener l'Amérique latine et les Caraïbes à privilégier ses relations avec l'Europe, plutôt qu'avec les États-Unis ou la Chine ? Dans une logique nationale, les États sud-américains affirment leur souveraineté sur les ressources, voulant en maîtriser l'exploitation et les retombées économiques, sociales et environnementales, fussent-elles positives ou négatives. Dans la phase de transition de ce début de XXIe siècle, un certain nombre d'États doivent également composer avec la nécessité de penser la continuité avec la matrice conventionnelle actuelle, notamment pour les pays dont l'économie repose sur les hydrocarbures (Bolivie, Colombie, Venezuela…). Parallèlement, en assurant une transition énergétique pour leurs économies et leurs citoyens, les États européens cherchent à conserver leur *leadership* international. L'Europe veut aussi s'inscrire comme modèle et actrice des changements en cours face aux bouleversements mondiaux actuels, ce qui passe notamment par l'accompagnement des débouchés et retombées économiques, techniques, sociales de l'exploitation des matières premières.

Modération : **Raphaël DANINO-PERRAUD,** chercheur associé à l'Institut français des relations internationales

Interventions confirmées:

- **Eduardo GUDYNAS**, chercheur, Latin American Centre for Social Ecology (CLAES) [à distance]
- **Natascha Nunes DA CUNHA**, spécialiste des industries extractives, Banque interaméricaine de développement
- **Corina HEBESTREIT,** directrice European Carbon and Graphite Association
- **Mouna TATOU-BRETON,** adjointe au chef de bureau, Bureau de la politique des ressources minérales, Ministères Transition écologique et Cohésion des territoires, Transition énergétique et Mer.

Conclusions par les coordinatrices scientifiques

17h45-18h15

Coordination scientifique

Yvanne BOUVET, enseignante - chercheure en Géographie à l'Université de Bretagne occidentale

Yvanne Bouvet est enseignante - chercheure en Géographie à l'Université de Bretagne occidentale, au Centre de recherches bretonne et celtique (EA4451/UMS3554), membre de l'Institut des Amériques de Brest. Ses recherches et enseignements portent sur deux thématiques en particulier, les activités maritimes et l'exploitation des ressources marines vivantes, et la compréhension des espaces latino-américains avec un focus sur l'Argentine. A travers ces deux champs elle interroge les milieux, les acteurs et les dynamiques scalaire et temporelle qui construisent des territoires par la mise en exploitation d'un écosystème par des sociétés.

Audrey SÉRANDOUR, docteure en géographie de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, post-doctorante à l'Université de Haute-Alsace,

Audrey Sérandour est docteure en géographie de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et actuellement post-doctorante à l'Université de Haute-Alsace, au CRESAT (UR3436). Ses recherches portent sur la géographie politique des ressources et des énergies. Après avoir réalisé une thèse sur l'exploitation du lithium sud-américain (Argentine, Bolivie, Chili), son post-doctorat l'amène désormais à s'intéresser aux territorialités du nucléaire (Etats-Unis et Royaume-Uni).

Conférencier plénier

Sébastien TREYER, directeur général de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri)

Sébastien Treyer est directeur général de l'Iddri depuis janvier 2019 (il avait rejoint l'institut en 2010 en tant que directeur des programmes), également président du comité scientifique et technique du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et membre de la Lead Faculty du réseau Earth System Governance. Ancien élève de l'École Polytechnique, ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts, et docteur en gestion de l'environnement, il a été chargé de la prospective au ministère français de l'Environnement, et a notamment coordonné l'exercice de prospective Agrimonde (Comment nourrir la planète en 2050 ?). Il a joué un rôle actif d'animation de l'interface entre science et politique et de programmation scientifique auprès de la Commission européenne, de l'Agence nationale de la recherche, ou d'acteurs territoriaux comme l'Agence de l'eau Seine Normandie.

Modération

Mathilde ALLAIN, maîtresse de conférences en science politique, IHEAL et chercheuse au CREDA

Mathilde Allain est maîtresse de conférences en science politique à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL), Sorbonne Nouvelle et chercheuse au Centre de recherche et de documentation sur les Amériques (CREDA). Ses recherches portent sur les transformations des mondes ruraux des Suds, les conflits socio-environnementaux et les politiques d'extraction des ressources naturelles.

Claude LE GOUILL, chargé de recherche à l'IRD-SENS. UMR SENS (IRD / Cirad / Université Paul-Valéry Montpellier 3)

Après une thèse de sociologie sur les conflits identitaires et politiques dans les Andes boliviennes (IHEAL/CREDA), Claude Le Gouill s'est intéressé à la question minière du Nord au Sud des Amériques (Etats-Unis, Pérou, Bolivie) afin d'étudier les logiques extractives dans une perspective historique, globale et comparative. Recruté à l'IRD en 2021, ses recherches s'orientent au cas des coopératives minières en Bolivie, dans une perspective socio-anthropologique et économique, pour étudier les modèles d'autogestion des ressources minières et leurs répercussions sociales et environnementales.

Raphael DANINO-PERRAUD, chercheur associé à l'Institut français des relations internationales

Diplômé de Sciences-Po Lyon en Relations Internationales, Raphael Danino-Perraud est docteur en économie des ressources. Membre du Groupe Recherches-Ressources, il est également chercheur associé à l'IFRI et chargé de cours à Centrale Supélec ainsi qu'à l'Ecole des Ponts et Chaussées.

Intervenants et intervenantes

Fernando Raul ANDRADE HENAO, spécialiste régional du changement climatique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Programme des Nations unies pour le développement

Fernando est un spécialiste passionné du changement climatique, doté d'une vaste expérience en gestion de projet et de connaissances étendues en matière de planification stratégique, de politiques climatiques, de systèmes énergétiques, d'intégration du genre, de stratégies d'atténuation et d'adaptation, d'engagement du secteur privé et de financement climatique. Il a d'abord rejoint le PNUD en 2016 en tant que spécialiste de la gestion de projet et du financement climatique pour le programme d'appui ciblé ONUREDD. Il a également

été gestionnaire de programme pays pour le programme de soutien aux NDC et l'initiative de financement de la biodiversité BIOFIN en Équateur, et conseiller régional principal en gouvernance et financement climatique pour le programme EUROCLIMA+. Fernando est titulaire d'une maîtrise en systèmes énergétiques de l'Université de Melbourne, en Australie.

Kim AUMONIER, chargée de projet renforcement de capacités, SHERPA

Diplômée de Science politique et Economie (Université de Paris I – Panthéon-Sorbonne) et de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (IHEAL – Université de Paris III – Sorbonne Nouvelle), elle a d'abord travaillé sur la question de la justice transitionnelle en Amérique latine. Elle a par la suite coordonné des organisations de solidarité internationale et d'accompagnement et protection de victimes de crimes économiques et autres violations des droits humains en France et en Amérique latine, avant d'effectuer une mission en tant qu'Officier de protection au Soudan du Sud. Elle rejoint Sherpa en 2021, où elle est notamment en charge d'un projet de renforcement de capacités co-construit avec des organisations de la société civile françaises et d'Afrique de l'Ouest.

Froukje BOELE, responsable des politiques publiques et des programmes régionaux au Centre pour la conduite responsable des entreprises de l'OCDE.

Froukje Boele est responsable des politiques publiques et des programmes régionaux au Centre pour la conduite responsable des entreprises de l'OCDE. À ce titre, elle travaille avec les gouvernements, les entreprises et la société civile à la mise en œuvre des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et des instruments d'orientation connexes en matière de diligence raisonnable en Asie, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique. Elle supervise également les travaux du Centre sur les politiques gouvernementales visant à promouvoir et à permettre un comportement responsable des entreprises, notamment en ce qui concerne les marchés publics. Avant de rejoindre l'OCDE en 2013, elle a travaillé huit ans pour l'Organisation internationale du travail. Elle était juriste chargée du suivi de l'application des conventions internationales sur le travail forcé et le travail des enfants et, auparavant, chargée de recherche sur les principes et droits fondamentaux au travail. Mme Boele est titulaire d'une maîtrise en droit international et d'une mineure en économie de l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève.

Eduardo GUDYNAS – chercheur, Centro Latino Americano de Ecología Social (participation à distance)

Chercheur au Centre latino-américain d'écologie sociale (CLAES). Depuis plus de trente ans, il suit les questions de développement, d'environnement et de mouvements sociaux en Amérique latine. Il a été le premier Latino-Américain à recevoir la chaire Arne Naess sur l'environnement et la justice mondiale à l'université d'Oslo (Norvège) et, plus récemment, il a été chercheur au Centre d'études avancées de l'université de Munich (Allemagne) et a participé à la Commission sur les transformations économiques du Club de Rome. Il est titulaire d'une maîtrise en écologie sociale et collabore avec des organisations citoyennes sud-américaines. Ses derniers ouvrages portent sur les extractivismes et les droits de la nature et sont édités en Équateur, mais aussi en Argentine, au Brésil, en Bolivie, au Chili, en Colombie et au Pérou ; son livre le plus récent est Extractivisms, publié par Fernwood au Canada.

Corina HEBESTREIT, secrétaire générale, European Carbon and Graphite Association

Après son doctorat en anglais et des études complémentaires en droit et en administration des affaires, Mme Hebestreit a travaillé pendant 8 ans pour l'Association européenne de l'aluminium dans les domaines de la communication, de l'environnement, de la santé et de la sécurité et du marketing. Elle est ensuite devenue responsable de l'ESS pour Eurometaux (métaux non ferreux) et, en 1997, elle a repris Euromines en tant que directrice de l'organisation pendant 22 ans. En 2000, elle est devenue secrétaire générale de l'Association européenne du carbone et du graphite, qu'elle dirige depuis lors. À partir de 2001, elle devient également secrétaire générale de l'Association internationale des barytes. À la fin de l'année 2020, elle a quitté Euromines et The Barytes Association et dirige depuis lors l'Association européenne du carbone et du graphite en tant que secrétaire générale à temps plein.

Nicolas LECONTE, conseiller métaux critiques et transition énergétique Direction de la diplomatie économique, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Pia MARCHEGIANI, directrice de la politique environnementale à la Fundación Ambiente y Recursos Naturales (FARN) ; chercheuse associée dans le programme d'études globales à Flacso- Argentine

Avocate (Université de Buenos Aires). Maîtrise en études mondiales (université de Fribourg, Allemagne et université de Kwazulu-Natal, Afrique du Sud). Doctorant en sciences sociales à la Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO-Argentine). Chercheuse associée au programme d'études globales de Flacso-Argentine. Directrice du département de politique environnementale de la Fondation pour l'environnement et les ressources naturelles (FARN), où elle travaille à la défense des droits des communautés contre l'extraction du lithium. Elle enseigne à la clinique juridique sur le droit

de l'environnement à la FARN-UBA et à Flacso-Argentina. Thèmes de recherche : droit et politique de l'environnement ; gouvernance environnementale, environnement et développement. Elle termine sa thèse de doctorat sur l'environnement et le développement liés à l'exploitation du lithium en Argentine, en Bolivie et au Chili.

Natascha NUNES DA CUNHA, spécialiste principale de l'exploitation minière à la Banque interaméricaine de développement (BID).

Natascha Nunes da Cunha, de nationalité brésilienne, est spécialiste en chef de l'exploitation minière à la Banque interaméricaine de développement (BID), où elle coordonne les efforts multidisciplinaires visant à fournir une assistance technique et financière pour soutenir une meilleure gouvernance des ressources naturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes. Avec près de 20 ans d'expérience professionnelle, elle s'est spécialisée dans la gestion des enjeux, l'engagement des parties prenantes et l'analyse des risques sociopolitiques, en se concentrant sur la relation entre l'exploitation minière et le développement durable. Avant de rejoindre la BID en 2016, Natascha était responsable des affaires générales chez Vale, l'une des plus grandes sociétés minières au monde. Elle est titulaire d'un diplôme de premier cycle en relations internationales et d'un master en économie politique internationale, tous deux obtenus à la London School of Economics (LSE).

Gilles RECOCHÉ, directeur Responsabilité, Engagement et Communication d'Orano Mining

Né en France en 1959, Gilles Récoché est Docteur en Métallogénie (1989) et titulaire d'un Mastere de l'Ecole des Mines de Paris en Ingénierie et Gestion de l'Environnement (2002). Gilles Recoche a débuté sa carrière au Service Géologique Français (BRGM) en 1983 où il a occupé plusieurs postes de Chef de Projet d'Exploration en Afrique, au Moyen-Orient, en Amérique du Sud et également d'Expert Chef de Programmes de R&D sur le Réaménagement, l'Environnement Minier et l'Industrie Minérale et le Développement Durable. Gilles RECOCHE a rejoint le groupe Orano, en 2008, au sein de la BU Mines. Il a successivement occupé les postes de DG de la Jordan AREVA Ressources en Jordanie, de DG d'AREVA Gabon et de la COMUF au Gabon, de Directeur International de l'Après mine en France à Bessines et de Directeur Environnement, Santé, Sécurité, Responsabilité et Réaménagement à Paris Il est depuis 2020 Directeur Responsabilité, Engagement et Communication d'Orano Mining à Chatillon.

Solène REY-COQUAIS, docteure en géographie de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, chercheuse associée à l'UMR Prodig et chargée d'enseignement à l'Ecole normale supérieure (Paris)

Elle a réalisé une thèse concernant la régulation sociale et environnementale des activités extractives en territoires andins (Chili-Pérou). Ses recherches interrogent en particulier l'application territoriale et la production, à différentes échelles, des normes qui encadrent les projets miniers dans le domaine de la protection environnementale et des relations communautaires.

Maristella SVAMPA, chercheuse au Conicet-Argentine, membre du Pacte Éco Social et interculturel du Sud

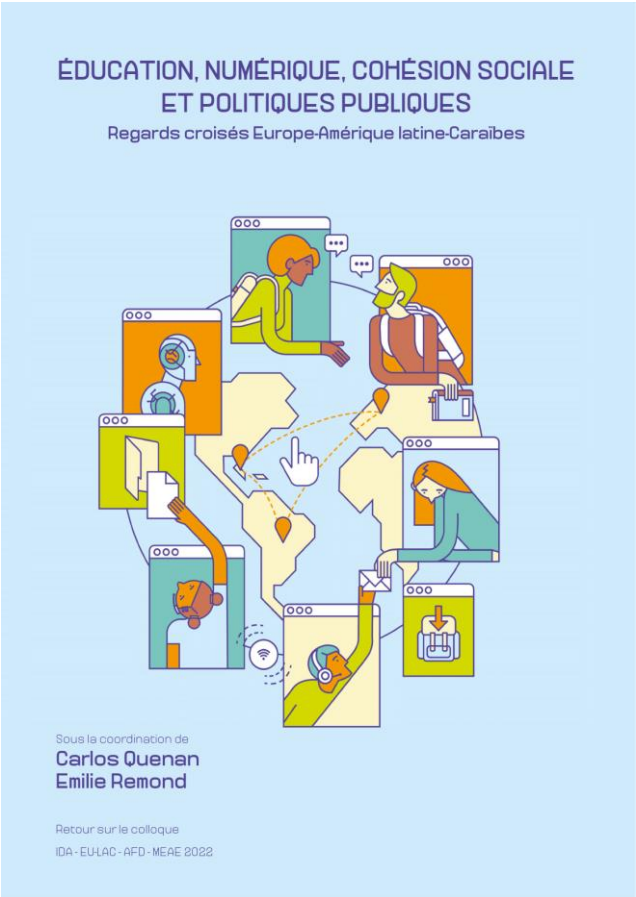
Elle a étudié la philosophie à l'Université nationale de Cordoba, s'est spécialisée en histoire et en philosophie en France et a obtenu son doctorat en sociologie à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Paris. Elle est actuellement chercheuse principale au Conicet, basé au Centre de documentation et de recherche sur la culture de gauche ; *Centro de Documentación e Investigación de la Cultura de Izquierdas* (CeDinCi), et professeure à l'Universidad Nacional de La Plata en Argentine.

Ses livres et ses recherches portent sur la crise socio-écologique, les mouvements sociaux et l'action collective, ainsi que sur des questions liées à la pensée critique et à la théorie sociale latino-américaine. Il a publié une vingtaine de livres, dont des essais, des recherches et des romans. Ses derniers livres sont *L'effondrement écologique est là*, "El colapso ecológico ya llegó". *Une boussole pour sortir du (mauvais) développement* "Una brújula para salir del (mal)desarrollo" (avec Enrique Viale, 2020) et *La transition énergétique en Argentine*, La Transición energética en Argentina (co-éditrice, 2022). Elle est membre de CAJE (Colectivo de Acción por la Justicia Ecosocial), et promotrice du Pacte Éco Social et Interculturel du Sud. En 2022, elle a été titulaire de la chaire Simón Bolívar à l'université de Cambridge, et en 2023, de la chaire Speier à la New School of Social Research (NY-USA).

Mouna TATOU-BRETON Adjointe au chef du Bureau de la politique des ressources minérale, Ministère de la Transition écologique

Mouna TATOU-BRETON est responsable du pôle sécurité et durabilité des approvisionnements en ressources minérales au Ministère de la Transition Énergétique. Elle s'est intéressée aux matériaux pendant son doctorat avant de travailler sur la valorisation de la recherche à l'Institut Mines-Télécom. Elle a intégré ensuite le ministère de l'Economie en tant que chargée de mission au bureau des matériaux. Après un passage à la direction de l'énergie et du climat, elle a rejoint le bureau de la politique des ressources minérales à la Direction générale de l'aménagement du logement et de la nature.

Publication issue du colloque 2022
"Éducation, numérique, cohésion sociale et politiques publiques"



De façon globale, l'année 2020 et 2021 auront irrémédiablement été marquées par la fermeture des établissements, à des degrés divers, pour limiter la propagation de la Covid-19. Dans le monde scolaire, universitaire, professionnel et économique, le tout numérique s'est majoritairement imposé sans transition, avec ses succès et ses échecs. Cet épisode qui a engendré une digitalisation des sociétés sans précédent marquera un cap technologique.

Le temps est venu de dresser un bilan d'étape pour transformer les difficultés d'hier en opportunités de demain. Face à cette nécessité, l'Institut des Amériques, la Fondation EU-LAC et l'Agence française de développement ont souhaité apporter leur contribution dans le cadre de ses réflexions comparatistes, transaméricaines et transdisciplinaires lors de leur colloque annuel.

Au niveau éducatif et académique, l'accélération de l'enseignement à distance en Europe comme en Amérique latine a effectivement donné lieu à un renouveau des possibilités de coopérations scientifiques et au développement de partenariats entre institutions des deux régions. Plus globalement, la généralisation de l'utilisation du format webinaire, de colloques et d'organisation d'évènements en ligne laisse entrevoir de nouvelles dynamiques de collaboration, de dialogues et d'échanges scientifiques entre l'Europe et l'Amérique latine. A l'avenir, le numérique semble une voie incontournable pour renforcer les liens entre les deux régions. Cependant, si la digitalisation représente un outil d'influence indéniable, elle ne saurait être efficiente sans penser conjointement réduction des fractures, nouvelles modalités de régulation et d'évaluation, et positionnement économique dans un monde hautement concurrentiel.

Dans ce contexte, les débats menés lors du colloque et présents dans cet ouvrage ouvrent des pistes pour comprendre à la fois la teneur des questions globales des enjeux que présente aujourd'hui le numérique en éducation et leur déclinaison en pratique sur les terrains.

Retrouvez la publication 2022

Colloque IdA-EULAC-AFD-MEAE

Cette rencontre annuelle est organisée par l'Institut des Amériques (IdA) en collaboration avec la Fondation Europe – Amérique latine et Caraïbes (EU-LAC), l'Agence française de développement (AFD) et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) dans le cadre des Semaines de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Le colloque « Les défis du commerce des matières premières. Europe - Amérique latine - Caraïbes » marque la douzième édition de cet événement et a été réalisé avec le soutien de Virginie Aron, Luis Miguel Camargo, Eloisa Ocando Thomas.

Création de l'identité visuelle du colloque : Ambre Verschaeve

L'Institut des Amériques, la Fondation EU-LAC, l'Agence française de développement et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères remercient toutes les personnes impliquées dans l'organisation et le bon déroulement de ce colloque international.

25 et 26 mai 2023

Agence française de développement
3 place Louis Armand, 75012 Paris

Retrouvez toutes les informations

Institut des Amériques
MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Liberté Égalité Fraternité
EU-LAC Foundation Fundación EU-LAC
AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT
SEMAINES DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES
UNION EUROPÉENNE
UBO Université de Bretagne Occidentale
UNIVERSITÉ HAUTE-ALSACE